

Un occupant multiforme

Trop souvent, on oublie qu'en Belgique, l'occupant allemand était pluriel et constitué d'une multiplicité d'acteurs aux buts et stratégies très différents. Des hommes, et des femmes, auxquels historiens belges et allemands n'ont pas porté, jusqu'à aujourd'hui, un intérêt prononcé.

— Par Benoît Majerus, enseignant chercheur à l'Université de Luxembourg

Quand on parle de l'occupant en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale, il y a lieu d'évoquer non pas un acteur, mais des acteurs de cette présence allemande : on y retrouve en effet des hauts gradés qui ont fait la Première Guerre mondiale, des jeunes historiens qui rêvent alors de redessiner les frontières entre la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique, des soldats trop âgés pour faire la guerre, des jeunes femmes qui travaillent comme secrétaires et pour lesquelles la guerre est un moment de liberté, des industriels qui lorgnent l'infrastructure économique belge, des SS qui souhaitent intégrer Flamands et Wallons dans le Troisième Reich...

Contrairement à la Première Guerre mondiale où l'appareil militaire n'avait pas préparé l'Occupation en croyant que la guerre serait rapidement terminée, les responsables allemands commencent dès 1938 leurs préparatifs pour une éventuelle occupation du Royaume. Ils font appel à des personnes ayant participé à l'administration de la Belgique entre 1914 et 1918, à des chercheurs en sciences sociales et humaines qui travaillent dans l'entre-deux-guerres sur l'Europe occiden-

tale, et à des hauts fonctionnaires qui occupent des postes dans les régions frontalières avec la Belgique.

Après quelques péripéties en mai et juin 1940, notamment en ce qui concerne l'étendue du territoire sur lequel devait s'étendre l'autorité de l'administration allemande, le général Alexander von Falkenhausen se voit confier la Belgique ainsi que les départements du Nord et du Pas-de-Calais en France. Le *Militärbefehlshaber für Belgien und Nordfrankreich* dépend de l'*Oberkommando des Heeres* (OKH) et n'a pas directement accès à Adolf Hitler. Sa tâche est double : le maintien de l'ordre dans les territoires occupés et l'exploitation économique de la Belgique. Cette administration militaire garde la direction du pays jusqu'au 18 juillet 1944 où elle est remplacée par une administration civile sous la direction de Josef Grohé. Ce changement est lié à la méfiance grandissante de Hitler par rapport à l'armée allemande.

UNE PRÉSENCE PERMANENTE EN BELGIQUE

Pour gérer les territoires occupés, la *Militärverwaltung* dispose d'un appareil administratif, composé d'une branche militaire où von Falkenhausen place Bodo von Harbou, un vieil ami, et d'une branche administrative, dirigée par Eggert Reeder, un haut fonctionnaire allemand qui a été impliqué dans la préparation de l'Occupation. La structuration de cet appareil (*Oberfeldkommandanturen*, *Kreiskommandanturen*...) va se calquer sur les structures belges existantes : chaque service allemand a ainsi un vis-à-vis belge. L'appareil administratif est relativement léger : en 1941, il compte 1200 employés qui doivent gérer une population estimée à 12 millions d'habitants (Belgique et Nord de la France). Une partie importante de ces fonctionnaires viennent de la Rhénanie. Il ne faut cependant pas limiter la présence allemande à la seule *Militärverwaltung*.

Même si la Belgique n'est pas directement impliquée dans des conflits armés pendant quatre années, des troupes de la Wehrmacht se retrouvent dans plus de 80 villes et villages. Ainsi à la côte belge, Ostende compte une vingtaine d'unités différentes, la plupart liées à la marine allemande. En absence d'études précises sur cette présence de l'armée allemande, il est difficile d'avancer des chiffres, mais il ne fait guère de doutes que plusieurs milliers de soldats sont stationnés de manière permanente en Belgique. L'armée a ses propres corps de police, la *Feldgendarmarie* (Fgd) et la *Geheime Feldpolizei* (GFP). La première est d'abord une police de la Wehrmacht, mais très vite elle étend ses domaines ►



Le siège de la Sipo-SD, appelée communément Gestapo, à Bruxelles (1940-1945).

COLLECTION CEGES - BRUXELLES - 5923

Un occupant multiforme

Trop souvent, on oublie qu'en Belgique, l'occupant allemand était pluriel et constitué d'une multiplicité d'acteurs aux buts et stratégies très différents. Des hommes, et des femmes, auxquels historiens belges et allemands n'ont pas porté, jusqu'à aujourd'hui, un intérêt prononcé.

— Par Benoît Majerus, enseignant chercheur à l'Université de Luxembourg

Quand on parle de l'occupant en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale, il y a lieu d'évoquer non pas un acteur, mais des acteurs de cette présence allemande : on y retrouve en effet des hauts gradés qui ont fait la Première Guerre mondiale, des jeunes historiens qui rêvent alors de redessiner les frontières entre la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique, des soldats trop âgés pour faire la guerre, des jeunes femmes qui travaillent comme secrétaires et pour lesquelles la guerre est un moment de liberté, des industriels qui lorgnent l'infrastructure économique belge, des SS qui souhaitent intégrer Flamands et Wallons dans le Troisième Reich...

Contrairement à la Première Guerre mondiale où l'appareil militaire n'avait pas préparé l'Occupation en croyant que la guerre serait rapidement terminée, les responsables allemands commencent dès 1938 leurs préparatifs pour une éventuelle occupation du Royaume. Ils font appel à des personnes ayant participé à l'administration de la Belgique entre 1914 et 1918, à des chercheurs en sciences sociales et humaines qui travaillent dans l'entre-deux-guerres sur l'Europe occiden-



Le siège de la Sipo-SD, appelée communément Gestapo, à Bruxelles (1940-1945).

COLLECTION GEGES - BRUXELLES - 5823

tales, et à des hauts fonctionnaires qui occupent des postes dans les régions frontalières avec la Belgique.

Après quelques péripéties en mai et juin 1940, notamment en ce qui concerne l'étendue du territoire sur lequel devait s'étendre l'autorité de l'administration allemande, le général Alexander von Falkenhausen se voit confier la Belgique ainsi que les départements du Nord et du Pas-de-Calais en France. Le Militärbefehlshaber für Belgien und Nordfrankreich dépend de l'Oberkommando des Heeres (OKH) et n'a pas directement accès à Adolf Hitler. Sa tâche est double : le maintien de l'ordre dans les territoires occupés et l'exploitation économique de la Belgique. Cette administration militaire garde la direction du pays jusqu'au 18 juillet 1944 où elle est remplacée par une administration civile sous la direction de Josef Grohé. Ce changement est lié à la méfiance grandissante de Hitler par rapport à l'armée allemande.

UNE PRÉSENCE PERMANENTE EN BELGIQUE

Pour gérer les territoires occupés, la Militärverwaltung dispose d'un appareil administratif, composé d'une branche militaire où von Falkenhausen place Bodo von Harbou, un vieil ami, et d'une branche administrative, dirigée par Eggert Reeder, un haut fonctionnaire allemand qui a été impliqué dans la préparation de l'Occupation. La structuration de cet appareil (Oberfeldkommandanturen, Kreiskommandanturen...) va se calquer sur les structures belges existantes : chaque service allemand a ainsi un vis-à-vis belge. L'appareil administratif est relativement léger : en 1941, il compte 1200 employés qui doivent gérer une population estimée à 12 millions d'habitants (Belgique et Nord de la France). Une partie importante de ces fonctionnaires viennent de la Rhénanie. Il ne faut cependant pas limiter la présence allemande à la seule Militärverwaltung.

Même si la Belgique n'est pas directement impliquée dans des conflits armés pendant quatre années, des troupes de la Wehrmacht se retrouvent dans plus de 80 villes et villages. Ainsi à la côte belge, Ostende compte une vingtaine d'unités différentes, la plupart liées à la marine allemande. En absence d'études précises sur cette présence de l'armée allemande, il est difficile d'avancer des chiffres, mais il ne fait guère de doutes que plusieurs milliers de soldats sont stationnés de manière permanente en Belgique. L'armée a ses propres corps de police, la Feldgendarmarie (Fgd) et la Geheime Feldpolizei (GFP). La première est d'abord une police de la Wehrmacht, mais très vite elle étend ses domaines ▶



Dans les centres-villes, la présence allemande est très visible (ici, deux soldats allemands discutent avec un agent de police à Louvain).

PHOTONEWS

La spécificité de la Gestapo (Sipo-SD) est le mélange entre police politique, police judiciaire et contre-espionnage. Elle se caractérise par la criminalisation de toutes les personnes qui doivent être exclues de la Volksgemeinschaft

► d'intervention. Elle verbalise dès lors toutes sortes d'infraction aux règlements de police, assure l'ordre lors de manifestations, canalise le trafic et réprime le marché noir.

Pendant toute l'Occupation, la Feldgendarmarie sera la première police allemande occupante : à l'automne 1942, elle compte 1 700 hommes. Le deuxième corps de police, la Geheime Feldpolizei n'a rien de secret. Comme la Fgd, elle est une sous-organisation de la Wehrmacht dont le but initial est le contre-espionnage. En tant que police d'occupation, sa tâche est double. Elle se consacre aux crimes capitaux qui sont commis par des membres de l'armée ou contre l'armée allemande au sens large. Tous les actes dirigés contre le Reich tombent également dans ses prérogatives. Comme la Fgd, la GFP souffre d'un manque d'effectifs permanent, effectifs limités au maximum à 500 unités dont un cinquième à Bruxelles.



Eggert Reeder, officier SS, chef de l'administration militaire allemande en Belgique et dans le nord de la France.

A côté de cet appareil militaire dépendant plus ou moins directement de von Falkenhausen, une panoplie d'autres structures allemandes sont présentes sur le territoire belge. La plus connue est sans aucun doute, le Sipo-SD, communément appelé Gestapo. Cette police n'a de prime abord pas sa place en Belgique. En installant une administration militaire, la Wehrmacht espère éviter l'arrivée d'organisations qui sont extérieures à son commandement. En juillet 1940, un service du Sipo-SD s'installe néanmoins à Bruxelles. La spécificité de l'institution est le mélange entre police politique, police judiciaire et contre-espionnage. Elle se caractérise par la criminalisation de toutes les personnes qui doivent être exclues de la Volksgemeinschaft.

Si le Sipo-SD connaît plusieurs changements organisationnels, ses domaines d'intervention restent les mêmes pendant les quatre années de l'Occupation : la lutte contre les « ennemis d'Etat »



L'occupant n'hésitait pas à inviter en Belgique des « collègues » étrangers, tels ces aviateurs italiens venus assister à un concert de rue.



Photo de « famille » pour les membres de la Sicherheitspolizei, à Liège, qui mêlait police politique, police judiciaire et contre-espionnage.

(Juifs, communistes, francs-maçons, étrangers, criminels « normaux »...) et le renseignement. Les effectifs exacts du Sipo-SD restent difficiles à évaluer. En 1940, ce service compte 120 agents, et 500 en 1943. Comme l'historiographie allemande souligne depuis une dizaine d'années que la Gestapo n'est pas une police omniprésente et toute-puissante. Son efficacité en Allemagne, mais aussi dans les territoires occupés à l'Ouest, repose d'un côté sur un ciblage des victimes (communistes, Juifs...) et d'un autre côté sur les dénonciations venant de la population.

ESPACES GERMANISÉS ET NAZIFIÉS

Si les pratiques de la Militärverwaltung et du Sipo-SD ont rapidement fait partie de la mémoire collective belge mais également attiré l'attention des historiens, d'autres institutions sont restées longtemps dans l'ombre comme la Rüstungs Inspektion Belgien, la Brüsseler Treuhandgesellschaft ou le Devisenschutzkommando. Cette multiplicité d'instances illustre ce que des politiques ont appelé dès les années 1940 la polycratie du régime nazi : sous l'apparence d'un régime politique uni autour d'un Führer se trouvent en fait une multitude ►

Une Wehrmacht « propre » ?

Après la Seconde Guerre mondiale, l'armée allemande a essayé de se représenter comme une institution ayant mené une guerre conventionnelle. Elle dédouane ainsi 18 millions d'Allemands ayant servi sous les armes. Cette stratégie de disculpation est également poursuivie par Alexander von Falkenhausen dans son procès d'après-guerre. Il s'y affiche comme un rempart protecteur face aux exigences de Berlin et au despotisme du Sipo-SD. Dans un premier temps, cette vision est également reprise par des historiens belges comme Albert de Jonghe.

Depuis une vingtaine d'années, l'historiographie internationale essaie de démontrer que l'image d'une Wehrmacht propre ne résiste pas à une analyse de ses pratiques de violence sur le front de l'Est. L'exposition *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944*, qui a fait le tour de plusieurs villes allemandes en 1997, a inversé l'image d'une armée allemande honorable. En Belgique, ce récit a également volé en éclats récemment : dans la répression de la Résistance ou la persécution des Juifs, Sipo-SD et Wehrmacht ont souvent les mêmes objectifs et sont engagés plutôt dans une politique de coopération que d'opposition. L'historien belge Nico Wouters souligne également que la Militärverwaltung, soi-disant neutre, a permis une infiltration plus rapide des institutions belges par des membres du Nouvel Ordre que dans d'autres territoires occupés à l'Ouest sous le régime d'une administration civile. ■



En juillet 1944, l'administration militaire sera remplacée par une administration civile placée sous la direction de Joseph Grohé (à l'avant-plan, au centre, lors d'un serment d'allégeance au Sénat).

► de groupes d'intérêt qui mènent des politiques différentes à l'intérieur du même système.

Dans les centres-villes des grandes agglomérations urbaines, la présence allemande est très visible. L'occupant s'y approprie souvent des bâtiments particulièrement représentatifs. A Namur, la Kommandantur s'installe au Palais Provincial sur la place Saint-Aubain. Dans la Cité ardente, elle s'installe dans le Palais de Justice... comme

édite un journal mensuel sur les activités culturelles offertes aux membres de l'appareil d'occupation. Elle organise des cours de formation continue à Bruxelles pour les soldats.

Une quarantaine de Soldatenheime, des auberges pour soldats, sont réparties à travers la Belgique : le pays n'est pas seulement un espace occupé mais également un espace de loisirs et de repos. L'administration militaire publie d'ailleurs

lors de la Première Guerre mondiale. Cette présence spatiale est renforcée par une germanisation et nazification de l'espace. La croix gammée est visible sur les principales artères urbaines, les panneaux de direction routière sont adaptés en allemand. Quelques monuments rappelant la Première Guerre mondiale sont détruits.

DES AUBERGES POUR SOLDATS

La présence de plusieurs dizaines de milliers d'Allemands explique également pourquoi les lieux de loisirs qui leur sont spécifiquement adressés se multiplient. A Bruxelles, l'Agora Palace et le Cinéma Marivaux deviennent des Soldatenkinos exclusivement réservés aux membres de l'armée allemande. Des librairies allemandes et kiosques de journaux s'ouvrent. Des expositions sont organisées. L'administration allemande

COLLECTION CEGES - BRUXELLES - 5923

La croix gammée est visible sur les grandes artères urbaines, les panneaux routiers sont adaptés en allemand. Des monuments rappelant la Première Guerre mondiale sont détruits



Le cinéma Scala, au boulevard Anspach, à Bruxelles. Dans la capitale, certains d'entre eux, comme le Marivaux, sur le même boulevard, étaient exclusivement réservés à l'occupant.

COLLECTION CEGES - BRUXELLES - 5923



COLLECTION CEGES - BRUXELLES - 7804

plusieurs guides touristiques pour les soldats stationnés en Belgique ou de passage. Parallèlement à ces activités destinées spécifiquement à l'appareil d'occupation, les membres de celui-ci participent également aux activités de la communauté allemande qui, en 1938, représente environ 15 000 personnes. Ainsi, la commémoration de la Première Guerre mondiale, le Heldengedenktag, rassemble les deux communautés, les membres

de l'administration d'occupation et la communauté allemande d'avant-guerre. Cette énumération un peu impressionniste indique une vie sociale diversifiée. Mais jusqu'aujourd'hui, très peu de cette sociabilité quotidienne des milliers d'hommes et de femmes allemands qui vivent parfois pendant quatre ans en Belgique reste connue. Autant dire que tout un champ d'expériences attend encore les historiens. ■

A partir de 1940, le pays n'est plus seulement un pays occupé mais également un espace de loisirs et de repos.

Rencontres réglementées

Une occupation est toujours également une rencontre entre un occupant (le plus souvent masculin) et la population locale féminine. Cette rencontre se fait fréquemment dans un cadre véniel. Comme pendant la Première Guerre mondiale, la prostitution connaît une augmentation importante dans les grandes villes, même si la « renommée » de Bruxelles parmi les soldats à l'ouest est cette fois éclipsée par celle de Paris.

Contrairement à la France, l'administration militaire en Belgique ne va pas créer des Soldatenbordelle. Elle maintient les structures existantes, mais exige que la prostitution se déroule dans un cadre très réglementé. Le contrôle est exercé en étroite coopération avec les autorités belges. Il ne faut cependant pas limiter cette rencontre à la prostitution. Grâce à la recherche de l'histo-

rienne Gerlinda Swillen qui porte sur les « enfants de boche », les nombreuses relations amoureuses qui se nouent pendant ces quatre années sont également devenues visibles depuis peu. La chercheuse estime que 20 000 enfants sont nés de ces rencontres, sans parler des enfants avortés. La violence du châtiement corporel après la guerre illustre le rejet total de ces femmes de la communauté nationale. ■